

BUREAUX: RUE NAIN, 1.

DIRECTEUR-GÉRANT: J. REDON

Paris, le 30 décembre, soir 1870 (par ballon).

JOURNAL DE ROUBAIX

Le Nord de la France; Trois mois. 15 f. Six mois. 30 f. Un an. 55 f.

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

ANNONCES: 15 centimes la ligne. RÉCLAMES: 25 centimes. — On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 2; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 5 JANVIER 1871

Voir aux dernières nouvelles

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Bordeaux, 2 janvier 1871.

Le ministre de l'intérieur aux préfets, sous-préfets et généraux commandant divisions et subdivisions.

Hier, une reconnaissance a rencontré entre Chateau-Renault et Vendôme, un peloton de hussards ennemis et deux compagnies d'infanterie. L'ennemi a subi des pertes terribles, et a été poursuivi jusque près de Vendôme.

La journée du 31, dans la Seine-Inférieure, a coûté plus de 300 tués ou blessés, criblés du Château de Robert par des francs-tireurs et des mobiles de l'Ardeche; de notre côté il y a eu 25 tués et 60 à 80 blessés.

Dans l'Est, quelques engagements ont eu lieu près de Gray et sur la ligne de Beaune à l'Isle-sur-Doubs; des deux côtés l'ennemi a été repoussé.

Paris, 30 décembre, soir 1870 (par ballon).

La population a été attristée par l'évacuation du plateau d'Avron, mais nullement émue par le bombardement.

Toujours résolution énergique de résistance à outrance et de vigoureuse offensive pour rompre les lignes.

Dix degrés de froid.

Tranquillité complète dans Paris.

Les Prussiens ont lancé 12,000 projectiles en deux jours.

Paris, 30 décembre.

Les maires de Paris ont été convoqués hier sous la présidence de M. Jules Favre. La réunion a duré huit heures. La discussion a porté sur la défense de Paris et sur l'attitude de certains membres du gouvernement. Desclusez et ses amis ont vivement attaqué Trochu. Jules Favre et Picard, mais les idées de modération ont prévalu. La réunion s'est terminée par l'adoption de la proposition de réorganiser les opérations militaires.

Aucun pigeon n'est arrivé à Paris depuis 10 jours.

On annonce que La Malmaison a été détruite par les canons du Mont-Valérien.

La Bourse est très-faible. Rente, 51-80; Italien, 52-25; Autrichiens, 700; Lombards, 350. La faiblesse du marché, est attribuée autant à la liquidation qu'à l'influence des nouvelles. L'Emprunt est coté 52-80.

Mans, 1^{er} janvier

Officiel. — Le général Chanzy télégraphie que Jouffroy a repoussé hier l'ennemi sur la rive gauche de la Loire et s'est emparé d'une excellente position en face de Vendôme; nous avons fait 200 prisonniers. Cette vigoureuse reconnaissance offensive a été brillamment exécutée par nos troupes.

Londres, 2 janvier.

Le Times dit que comte de Bismarck est indisposé. Un nouveau différend est survenu entre la Porte et le khédivé.

La Porte se plaint de ce que le khédivé méconnaît le dernier firman surtout relativement aux armements. Des renforts sont continuellement envoyés dans les provinces du sud-ouest de la Russie.

Luxembourg, 1^{er} janvier.

Le comité patriotique s'empresse de faire savoir aux signataires de la pétition au Roi, que Sa Majesté a reçu le document national.

Le prince Henri a daigné porter ce fait, le 31 décembre, à la connaissance du comité patriotique, par une lettre autographe ainsi conçue:

« Il m'est agréable de vous faire part que le Roi a reçu l'Adresse des populations luxembourgeoises, qui m'a été remise dans ce but le 26 décembre.

« Il m'a chargé de porter à votre connaissance, ainsi qu'à celle des signataires de ce document, combien le Roi est sincèrement touché et reconnaissant de cette preuve de confiance que ses fidèles sujets mettent en lui.

» Dans les graves circonstances de ce moment, je m'estime heureux d'être ainsi l'interprète du sentiment du Roi pour le Grand-Duché.

« HENRI »

Madrid, 31 décembre. 7h. 45 soir.

Le Roi a été accueilli avec un grand enthousiasme à Murcie et à Albacete.

On ignore s'il fera son entrée demain ou après-demain à Madrid.

La mort du maréchal Prim a fait une grande impression.

Les Cortès, dans la séance d'hier soir, ont déclaré que le maréchal Prim a bien mérité de la patrie.

Son nom sera inscrit au salon des séances.

Sa famille est mise sous la protection de la nation.

Dans la même séance, les Cortès ont donné un vote absolu de confiance au gouvernement.

Florence, 31 décembre.

Le Roi est arrivé à Rome à quatre heures.

Il a été reçu par les autorités. La ville s'est subitement illuminée. La foule a applaudi et a appelé le Roi au balcon de Quirinal.

Dépêches Prussiennes.

Versailles, 2 janvier.

Officiel. — Le bombardement des positions ennemies devant le front nord-est de Paris, a été continué avec succès le 31 décembre et le 1^{er} janvier.

L'ennemi a évacué avec précipitation ses positions avancées devant ce front.

Le feu des torts de Nogent, Rosny et Noisy s'est tu le 1^{er} janvier.

La 20^e division a été attaquée, le 31, près de Vendôme, par des forces supérieures.

Cependant, elle a repoussé l'attaque. Le général Luderitz a pris 4 canons à cette occasion.

Le 30, le colonel Wittich, avec une colonne volante, a fait, près de Souchez, entre Arras et Béthune, 5 officiers et 170 hommes prisonniers.

Prauntrut, 31 décembre.

De nouvelles troupes allemandes sont arrivées devant Belfort.

Le général Trescow annonce, en date du 29 décembre, que dans une reconnaissance il est arrivé à Delle.

Près de Granvillars les Allemands ont établi des retranchements.

Boulzicourt, 31 décembre.

Les compagnies d'artillerie de forteresse et le matériel nécessaire étant arrivés hier, le bombardement de Mézières a commencé aujourd'hui.

Il y a continuellement de petits combats au Nord entre les troupes d'investissement et les francs-tireurs.

Boulzicourt, 2 janvier.

Mézières a capitulé. L'entrée des troupes prussiennes dans la ville aura lieu aujourd'hui à midi.

Augsbourg, 1^{er} janvier.

La Gazette d'Augsbourg publie un télégramme de Berne, en date du 31, disant que 10,000 Français marchent de Hippolyte sur Pontiraide.

Le général Trescow a passé Delle. Un combat aurait eu lieu près de Hermoncourt.

Bordeaux, 1^{er} janvier 1871.

11 heures 30, matin.

Intérieur à préfets, sous-préfets et généraux commandant les corps d'armée.

Aujourd'hui, 1^{er} janvier, a eu lieu, à Bordeaux, une imposante manifestation. La population avait voulu prouver son dévouement au gouvernement de la République. Plus de 50,000 personnes se sont réunies autour de la Préfecture où est descendu le ministre de l'intérieur et de la guerre. Deux adresses ont été présentées aux membres de la délégation du gouvernement. M. Gambetta a prononcé, du balcon de la préfecture, une allocution dont on a recueilli les passages suivants:

Mes chers concitoyens,

A la vue de ce magnifique spectacle, en face de tous ces citoyens assemblés pour saluer l'aurore d'une année nou-

velle, qui n'aurait confiance dans le succès dû à la persévérance et à la ténacité de nos efforts, succès mérités pour deux raisons: la première, parce que la France n'a pas douté d'elle-même, la seconde, parce que, seule dans l'univers entier, la France représente aujourd'hui la justice et le droit. (Acclamations prolongées.)

Oui, qu'elle soit à jamais close! Qu'elle soit à jamais effacée de notre mémoire, si faire se peut, cette horrible année 1870! Oui! si elle nous a fait assister à la chute de son plus imposteur et du plus corrupteur des pouvoirs et nous a livrés à l'insolente fortune de l'étranger, il ne faut pas l'oublier, citoyens, cette fortune contre laquelle nous nous débattons aujourd'hui, elle est l'œuvre des intrigues de Bonaparte au dehors, à chacun sa responsabilité devant l'histoire. C'est dans cette ville, ici même, que l'homme de Décembre et de Sedan, l'homme qui a tenté de gangréner la France, prononça cette imposture: « L'Empire, c'est la paix! »

Et tout ce règne subi, si faut le reconnaître, pour notre propre expiation, nous sommes coupables de l'avoir si longtemps toléré; et rien dans l'histoire n'arrive de juste ou d'injuste, qui ne porte ses fruits; ce règne de 20 ans c'est parce que nous l'avons subi, qu'il nous faut aujourd'hui subir l'invasion étrangère presque sous les murs de notre glorieuse capitale et c'est parce que l'on avait altéré systématiquement dans ce pays toutes les sources de la force et de la grandeur, c'est parce que nous avons perdu le ressort sans lequel rien ne peut durer ni triompher dans ce monde: l'idée du devoir et de la vertu, qu'on a pu croire un moment que la France allait disparaître. (Applaudissements prolongés.) C'est en ce moment que la République apparaît pour la troisième fois dans notre histoire, à assumer le devoir, l'honneur, le péril de sauver la France. (Cris enthousiastes de Vive la République!)

En ce jour-là, c'était le 4 septembre, l'ennemi s'avancait à grandes journées vers Paris; nos arsenaux étaient vides, notre armée à moitié prisonnière; nos ressources épuisées, deux pouvoirs: un pouvoir captif, un pouvoir fuyard, une chambre que sa servilité rendait incapable de saisir le gouvernement. Oh! ce jour-là, nul ne contestait la légitimité de la République; ce fut plus tard, lorsque la République eut mis Paris dans cet état d'inviolabilité sacrée (Bravo), lorsqu'il fut établi que la République avait tenu sa promesse du 4 septembre, sauver l'honneur du pays, organiser la défense et maintenir l'ordre, lorsqu'il fut démontré, grâce à la République, que la France ne saurait périr, qu'elle doit triompher, que par elle le droit doit finir par primer la force, ce fut alors que ses adversaires, dont elle assure aujourd'hui la quiétude, commencèrent à contester sa légitimité et à discuter ses origines. (Acclamations prolongées. — Vive la République!)

La République, liée, associée comme elle l'est à la défense et au salut de la patrie, la République est hors de question, elle est immortelle; ne confondez pas la République avec les hommes de son gouvernement que le hasard des événements a portés passagèrement au pouvoir. Ces hommes, quand ils auront rempli leur tâche, qui est d'expulser l'étranger, ils descendront au pouvoir et se soumettront au jugement de leurs concitoyens. Cette tâche, cette mission qu'il faut conduire jusqu'au bout, qu'il faut accomplir à tout prix jusqu'à l'entière immolation de soi-même, ce succès qu'il faut atteindre sous peine de périr déshonoré, implique deux conditions essentielles: la première, la garantie et le respect de la liberté de tous, de la liberté complète jusqu'au dénuement, jusqu'à la calomnie, jusqu'à l'empire; la seconde, le respect pour tous, amis et dissidents, du droit et de la puissante gouvernementale.

Le langage doit être libre comme la pensée respectée dans tous ses écarts jusqu'à cette limite fatale où il deviendrait une résolution et engendrerait des actes. Si on franchissait cette borne, et j'exprime ici l'opinion de tous les membres du gouvernement, vous pouvez compter sur une énergique répression. (Applaudissements prolongés.)

Je ne veux pas terminer sans vous dire que le Gouvernement a pour unique base l'opinion la plus libre des gouvernements démocratiques qui nous ont précédés et n'ont servi que leur convoitise dynastique. Je remercie patrio-

que population de Bordeaux, ainsi que la population accourue des villes et des campagnes voisines, au concours éclatant qu'elles apportent au Gouvernement républicain, dans l'imposante manifestation de ce premier jour de l'année 1871; je les remercie surtout au nom de nos chers assiégés, au nom de notre héroïque Paris dont l'exemple nous soutient, nous guide et nous enflamme.

Ah! que ne sont-ils témoins, nos chers assiégés, de toutes les sympathies, de tous les dévouements que suscite leur vaillance; leur foi dans le succès s'en accroît encore si toutefois elle peut s'accroître. Nous leur transmettons nos vœux, citoyens, puissions-nous bientôt, nous frayant un passage à travers les lignes ennemies, les leur porter de vive voix avec l'expression et l'admiration du monde de la profonde et impérieuse gratitude de la France. Vive la France! vive la République.

Une émotion indescriptible s'empare de tout cet immense auditoire. — Acclamations prolongées. — Les cris redoublent: Vive la France! vive Paris! vive Gambetta! vive la République!

On lit dans la Patrie:

Nos lecteurs ont vu hier que le gouvernement était revenu sur son premier mouvement concernant les commissions administratives appelées à remplacer les Conseils généraux. D'après la seconde édition de ce décret, ce ne sont plus les membres de ces commissions, c'est le gouvernement qui les désigne, sur la proposition faite d'urgence par les préfets.

En droit, c'est un peu moins mauvais; en fait, c'est absolument la même chose. De tous ces décrets et contre-décrets il n'y a eu de ressort pas moins — et très-nettement — ceci:

Sous le régime déchu les conseillers généraux étaient élus grâce aux candidatures officielles; contre lesquelles se sont prononcés vivement et justement MM. Gambetta, Crémieux et Glais-Bizoin.

Aussi ces messieurs, arrivés au pouvoir, n'ont-ils pas voulu renouveler les fautes de l'Empire et désormais les conseillers généraux ne seront plus élus par le système vicieux des candidatures officielles; ils seront nommés directement, et sans autre forme de procès par MM. Gambetta, Crémieux et Glais-Bizoin.

Y a-t-il quelqu'un qui se rappelle en janvier 1871 ce qui se passa en janvier 1870?

On croirait que depuis cette époque un siècle s'est écoulé.

Le 2 janvier 1870, M. Emile Ollivier inaugurerait ce qu'on appela « l'Empire libéral ».

Le 2 janvier 1871, une armée allemande bombarde Paris.

Sic transit gloria mundi.

Que d'événements et de surprises!

Le Pape qu'il l'Empereur, ces deux moitiés-de Dieu, comme a dit Victor Hugo, — détronées toutes les deux. Rome devenue la capitale de l'Italie, Cassel devenue la résidence de Napoléon vaincu. L'unité allemande fondée dans le sang et l'empire des Hohenzollern ressuscité au profit des Hohenzollern, tandis que l'Espagne, qui, sous les princes de la maison d'Autriche, faisait jadis trembler le monde, se croit obligée, pour rassurer l'Europe monarchique, de demander un souverain de la maison de Savoie.

Y a-t-il quelqu'un, disions nous tout à l'heure, qui se rappelle janvier 1870?

Sait-on seulement qu'à cette époque naquit un gouvernement de qui la France attendait la liberté et l'Europe la paix sans nuages?

Une légion de thuriféraires, recrutés à grands frais, dans tous les coins de l'Europe, chantaient la plantureuse hospitalité du pachà d'Egypte et le bonheur des fellahs qui les avaient contemplés, échappant durant cette vacance au plaisir chronique de la bastonnade.

Nous trouvons M. Emile Ollivier superbe et charmant parce qu'il mettait en action une chanson de Béranger et refusait de se séparer de son vieil habit. L'Académie française lui ouvrait ses portes à deux battants et M. Guizot embrassait M. Jules Favre sur les deux joues, tandis que M. Prévost-Paradol s'apprêtait à partir pour l'Amérique avec une embassade, préluant par un suicide moral à un suicide physique.

C'était l'âge d'or, le monde jouait aux jeux innocents.

Un éminent publiciste datait ces lignes du 31 décembre 1869:

« La France de 1869 n'est point la France d'il y a quatre-vingts ans ou même d'il y a quarante ans. La France a une antipathie marquée contre toute révolution violente, parce que depuis un demi-siècle les intérêts se sont immensément accrus, parce que les petits propriétaires se sont indéfiniment multipliés, parce qu'au lieu de cinq cent mille porteurs de titres de rente qu'il y avait il y a vingt ans, il y en a aujourd'hui douze cent mille dont le plus grand nombre est dans les départements. La France a peu de goût pour les aventures parce qu'elle travaille, parce qu'elle vit de son intelligence et de son industrie, parce que le travail et les intérêts sont les premières victimes des crises publiques; mais, dans cette antipathie qui s'est manifestée avec une énergie presque imprévue contre les violences révolutionnaires, il y a un sentiment plus élevé. Ce sentiment, c'est que les agitations périodiques qui bouleversent le pays depuis longtemps ont exercé une action profondément démoralisatrice; elles ont été, selon le mot de Royer-Collard: « une grande école d'immoralité. »

... A l'heure où cette année s'achève et où se fonde en France un gouvernement nouveau, l'Europe elle-même poursuit son œuvre laborieuse de civilisation et de progrès. Elle cherche l'ordre dans une liberté plus étendue, la paix dans une situation générale renouvelée et transformée par les révolutions et la conquête.

Les journaux entretenaient leurs lecteurs de crises ministérielles en Italie, en Autriche et en Bavière, de conflits entre le sultan et le vice-roi d'Egypte, et le premier tressaillement d'horreur qu'éprouva le monde après le crime de Troppan fut causé par le massacre de quatre Anglais dans la plaine classique de Marathon!

Cependant, à cette fin d'année, se fit vers le Nord un léger fracas qui troubla un instant la quiétude des esprits.

« Ce n'était pas, après tout, une grosse affaire, disait l'écrivain que nous citions tout à l'heure. C'était un échange de politesses entre le tsar et le roi de Prusse. A l'occasion du jubilé de l'ordre militaire de Saint-Georges, qui fut célébré à Saint-Petersbourg avec une certaine ostentation, l'empereur Alexandre voulut faire à son oncle le roi Guillaume la gracieuseté d'une décoration de première classe, et à son tour le roi Guillaume, se piquant d'honneur, se hâta de répondre en envoyant à son neveu, l'empereur Alexandre, l'ordre du mérite de Prusse.

Jusque-là rien de mieux. C'était presque aussi innocent qu'une pastorale allemande, mais voici où l'affaire se compliquait. Les deux souverains ne s'étaient pas bornés à échanger des plaques plus ou moins ornées de diamants, ils avaient échangé des télégrammes où ils invoquaient l'un et l'autre, en termes trop identiques pour n'être pas calculés, le souvenir de cette grande époque où leurs armées réunies combattaient pour une cause sacrée qui leur était commune.

Cette époque, c'était 1813, et cette cause sacrée, c'était la guerre contre la France.

Ce n'était pas tout. A un banquet qui eut lieu à Berlin, toujours à l'occasion de cette croix de Saint-Georges, le ministre de Russie, M. d'Oubril, dit avec insistance qu'il fallait voir dans la distinction conférée au roi de Prusse un nouveau gain des liens qui existaient entre les deux souverains, les deux peuples et les deux armées.

« Que pouvait signifier ce luxe de réminiscences militaires et de témoignages sympathiques? N'était-ce pas le symptôme d'une alliance subitement resserrée et se produisant au grand jour dans le moment où l'on y pensait le moins en Europe? Le fait est que cette manifestation assez imprévue avait précisément rien d'agréable pour la France, dont on rappelait les désastres, non plus que pour l'Autriche, qui avait été la dernière à payer les frais de la gloire de l'armée prussienne. »

Néanmoins, on y fit une médiocre attention. L'alliance de la Russie et de la Prusse, manifestée dans plus d'une circonstance, étroitement nouée en 1863, lors des affaires de Pologne, était chose si simple et si naturelle, que la diplomatie fit semblant de ne pas la voir et que jamais la paix du continent ne parut mieux assurée.

L'Angleterre s'occupait de l'Eglise d'Irlande, l'Italie de ses embarras financiers, l'Espagne des diamants de la couronne qu'elle accusait la reine Isabelle d'avoir volés, et la France, au milieu de ses préoccupations politiques, se demandait qui l'emporterait chez elle, de la protection ou du libre-échange.

Vit-on jamais une année s'ouvrir sous de plus riants auspices?

Personne ne craignait rien de personne, et il n'y eut de véritable émotion en Europe qu'à partir du jour — malheureusement très-prochain — où éclata l'affaire d'Auteuil, c'est-à-dire le meurtre d'un journaliste par un prince de la famille impériale.